



**MINUSCA**

---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 8 septembre 2021**

**Textes**

- Aissetou Sanogo, cheffe du bureau de la MINUSCA à Obo
- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Major Ibrahim Atikou Amadou, porte-parole de la Force
- Capitaine Clarisse Aka Legue, Cheffe de Poste UNPOL d'Obo

**CHEFFE DU BUREAU DE LA MINUSCA A OBO**

La situation est calme pour le moment malgré la présence des groupes armés UPC et LRA dans trois sous-préfectures sur cinq. Il s'agit de Zemio, Mboki et Bambouti.

Les forces de sécurité sont présentes seulement dans la ville de Obo. Il s'agit des Forces armées centrafricaines, des forces de sécurité intérieure (FSI) dont la police et la gendarmerie, accompagnées de la MINUSCA, à travers le bataillon marocain et de la police onusienne UNPOL.

Dans la sous-préfecture de Zémio, seules les forces marocaines sont positionnées. Dans les sous-préfectures de Djema, Bambouti et Mboki, il n'y a ni la force de la MINUSCA, ni les forces centrafricaines. Cette situation nous pose des préoccupations de protection des civils sur les axes Bambouti-Obo, Zémio-Mboki-Obo. Avec les activités criminelles récurrentes tel que les attaques à main armée, les meurtres, assassinats, enlèvements, l'érection des barrières et le prélèvement des taxes illégales sur les populations.

Il y'a aussi de temps en temps les incursions des bandits sud soudanais sur l'axe Bambouti-Obo, commettant aussi des actes criminels. La liberté de mouvement des personnes et des biens n'est pas très garantie dans ces conditions. Le défi qui se pose à la MINUSCA pour protéger les civils est l'inaccessibilité dans les zones à cause de l'état des routes. Nous n'avons pas accès à Bambouti et Djema. Des denrées, si elles sont disponibles, coûtent trop chères pour la population.

**LA STRATEGIE DE RESTAURATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT,**

Des défis sont à relever pour mettre en œuvre la stratégie de la RESA dans la préfecture. Pour retenir les agents de l'Etat au Haut-Mbomou, il faut au préalable réunir un minimum de conditions.

D'abord la sécurité : il serait souhaitable d'installer les FACA et les forces de sécurités intérieures à Mboki et Zemio. Les chefs rebelles UPC ont clairement demandé le DDR dans notre préfecture et se sont dits prêts à collaborer dans le cadre de l'APPR pour la protection des civils lors des

échanges que nous avons eu avec eux au mois de mars 2021 avec le Préfet à Mboki. Nous lançons donc un appel à la commission nationale pour le désarmement, de nous tendre la main pour aboutir au désarmement demandé par l'UPC de Mboki.

Autre condition, doter les FSI de moyens de fonctionnement adéquats. Dans sa mission régaliennne de maintien de l'ordre au sein des communautés et de poursuite des délinquants et d'investigation criminelles, la police et la gendarmerie n'ont pas de moyens roulants. La MINUSCA, dans le cadre des projets à impact rapide, avait inclus l'achat des motos mais le partenaire de mise en œuvre a détourné les fonds.

Pour lutter contre l'impunité, il faut une chaîne pénale fonctionnelle. Donc, la présence permanente des acteurs judiciaires est obligatoire et nécessaire, ainsi que les infrastructures de base pour rendre le service public de justice au Haut Mbomou. Dans la situation actuelle, les magistrats et le greffier se déploient de manière sporadique pour siéger en matière civile et repartir à Bangui aussitôt. Ils n'ont ni palais de justice ni centre pénitentiaire.

Par conséquent, cela ouvre grandement la porte à l'impunité. Il est fréquent de voir des règlements à l'amiable avec les présumés auteurs de viol. A titre illustratif, un homme aurait commis un viol sur la fille de sa femme et à la gendarmerie, la famille aurait demandé la somme de 700.000 francs, sachant que le coupable serait libéré à cause de la chaîne pénale défaillante. Même si le procureur est présent, ne disposant pas de prison, au bout d'une garde à vue prolongée, il serait dans l'obligation de libérer le suspect.

Nous disposons des fonds des projets à impact rapide. Malheureusement, les projets montés antérieurement n'ont pas abouti. Les partenaires de mise en œuvre ont détourné 24 millions déboursés par la MINUSCA pour construire la prison et 11 millions pour le palais de justice. Ils ont d'ailleurs quitté Obo. Nous sommes à la recherche des partenaires crédibles pour relancer ces projets.

En dehors de la justice, nous manquons d'acteurs de l'état pour offrir les autres services sociaux de bases à la population. Il s'agit des enseignants, des agents de santé, du ministère de l'agriculture et de l'élevage, l'action sociale... Nous avons réalisé plusieurs projets à impact rapide pour améliorer les conditions de vie des populations dans les trois sous-préfectures. Les activités génératrices de revenus pour l'autonomisation des femmes, un centre de formation professionnelle des jeunes, une école, les activités du cash for work à Mboki pour que les jeunes, etc. Nous avons permis à 600 enfants de la préfecture d'obtenir des actes de naissance pour aller à l'école,

Nous soutenons aussi le comité local de paix, les leaders communautaires, les autorités locales pour maintenir la paix, la cohésion sociale, par un dialogue proactif dans les communautés.

Pour terminer, je voudrai souligner que la crise du 26 juillet 2021 est derrière nous et que la MINUSCA, notamment la Force, continuent de travailler avec les autorités et la population pour prévenir les tensions et promouvoir les activités économiques et sociales à Obo et dans le Haut-Mbomou.

## **PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

- Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine, Mankeur Ndiaye, entreprend la semaine prochaine, une mission à Paris et à Londres, en prévision du renouvellement du mandat de la MINUSCA en novembre prochain. Le programme de cette visite prévoit des entretiens avec plusieurs responsables des deux pays.

Le 13 septembre, le Représentant spécial avait eu une réunion de travail avec une délégation du Département d'Etat américain, à Bangui. Les échanges ont également porté sur les défis et perspectives du prochain mandat. Le mandat actuel de la MINUSCA arrive à terme le 15 novembre 2021.

Le 11 septembre, le Représentant spécial s'est entretenu avec le ministre de la Défense du Portugal, João Gomes Cravinho, qui était rendu à Bangui pour la passation de commandement de l'EUTM. Le Représentant spécial a salué la participation portugaise à la MINUSCA avec une Force de Réaction Rapide efficace et professionnelle.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Au cours de la période entre le 7 et le 13 septembre, la Division des droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 16 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 65 victimes (16 hommes, trois femmes, quatre filles, un garçon, 40 victimes civiles de sexe inconnu et un groupe de victimes collectives).

Les groupes armés signataires de l'APPR-RCA en sont les principaux responsables responsables avec 10 incidents affectant 42 victimes (62,5% des incidents et 64,61% des victimes), et particulièrement la coalition anti-Balaka/3R (deux incidents pour 32 victimes).

Les agents de l'Etat et les autres personnels de sécurité sont responsables de six incidents ayant affecté 23 victimes (37,5% des incidents et 35,38% des victimes).

Le tableau des violations des droits de l'homme commises par les parties au conflit ne reflète qu'en partie la réalité sur le terrain. En effet, les attaques des groupes armés et les offensives des forces de l'Etat conjointement avec les autres personnels de sécurité, la présence d'engins explosifs ainsi qu'une faible couverture du réseau téléphonique dans la partie ouest, près de la frontière avec le Cameroun, rendent difficile les opérations de monitoring des violations et abus des droits de l'homme. Plusieurs allégations sont en cours d'investigation dans les préfectures de la Haute-Kotto, la Nana-Mambéré, la Mambéré-Kadéï et la Ouaka.

Dans la Vakaga et à Bamingi-Bangoran, la DDH a partagé son expertise sur le rôle des femmes et l'inclusion des violences basées sur le genre (VBG) dans le processus de justice transitionnelle lors d'un atelier organisé par l'ONG Académie de la paix, avec le financement de section Genre de la MINUSCA.

A Birao, 10 groupes de micro-projets communautaires ont été mis en place pour la réinsertion socio-économique de 500 enfants dont 195 enfants associés aux groupes armés et 143 filles. L'initiative a pris fin le 9 septembre, sous l'égide de la DDH, du Ministère de la Promotion de la femme, famille et protection de l'enfance et de l'ONG War Child.

## **PROTECTION DE L'ENFANT**

- La MINUSCA a documenté quatre violations graves des droits des enfants au cours de la période entre le 3 et le 9 septembre 2021, dont les auteurs sont les groupes armés. Ces violations sont des cas de recrutement et utilisation d'enfants, violence sexuelle et déni d'accès humanitaire.

En plus du monitoring, la section de protection de l'enfance de la Mission s'est réunie avec les parties en conflit et organisé six sessions de sensibilisation à Bangui, Bria, Kaga-Bandoro et Paoua, afin de sensibiliser les participants à la problématique des violations graves des droits des enfants. Cent quatre-vingt dix-sept (197) personnes dont 124 femmes ont pris part aux sensibilisations.

## **COVID-19**

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 7 septembre 2021:

- Cas accumulés 840
- Cas guéris 821
- Cas actifs 1
- Décès 9

## PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire cette semaine a été volatile, marquée par une résurgence des attaques des groupes armés contre les forces de défense et de sécurité, des exactions contre les populations mais aussi la persistance de la menace que constitue les engins explosifs dans l'ouest du pays. Cette situation a accentué les besoins d'assistance humanitaires pour les populations fortement touchées par la détérioration de l'environnement sécuritaire. Les opérations de sécurisation par la Force de la MINUSCA se poursuivent dans tout le pays, alors qu'on a assisté en fin de semaine à la clôture de la conférence des commandants de secteurs où plusieurs directives et recommandations ont été émises.

Dans l'ouest du pays, les éléments armés ont été à l'origine d'attaque contre les populations dans les zones reculées, en l'absence de forces de sécurité, comme ce fut le cas à Bokomboussi, situé entre Paoua et Bocaranga. Des éléments MPC/FPRC ont dépouillé environ 30 civils de leurs biens à 18 km au nord de Markounda. En réponse, la Force a déployé des patrouilles robustes pour assurer la protection des civils et la libre circulation des personnes et des biens.

Les opérations de vérification de présence et neutralisation d'engins explosifs par les casques bleus sont pour l'instant suspendues en raison des difficultés liées au terrain. Le leadership de la mission a entrepris une coordination avec les autorités nationales en vue d'une solution à cette situation. Pour rappel, ces opérations, qui ont contribué à une baisse des incidents causés par ces mines, sont conduites par les casques bleus en partie pour soutenir les opérations de sécurisation mais également pour permettre la libre circulation des populations civiles.

Au centre du pays, la situation sécuritaire est restée calme mais volatile. Les actions de sécurisation se poursuivent sous forme de patrouilles robustes et la mise en place de points de contrôle pour réduire l'influence des éléments armés afin de protéger les populations civiles. Les éléments armés restent les principaux responsables de l'insécurité par leurs attaques contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité, et par leurs tentatives de regroupement dans leurs anciens bastions, comme dans la Moyenne Sido par exemple.

La Force a également renforcé les mesures sécuritaires dans les zones d'Alindao et de Bambari pour palier à d'éventuelles activités des éléments armés. Conformément au planning des opérations, des patrouilles de casques bleus burundais et pakistanais ont couvert les axes Kaga Bandoro-Mbrès où ils ont pu assurer la libre circulation des populations et de leurs biens de jour comme de nuit.

Plus au sud, l'accalmie observée se consolide malgré les mouvements d'éléments armés reportés. Les opérations de sécurisation ont été conduites de manière à les contenir et à réduire les risques d'attaques contre les populations civiles. L'axe Grimari, Sibut et Damara a fait l'objet d'une surveillance particulière et tout semble revenir à la normale. Les villes de Ndélé et Bamingui ont été quant à elles entièrement couvertes par les casques bleus pakistanais et népalais afin de palier tout incident causé par des éléments des groupes armés.

À l'est, la situation a connu une relative accalmie. Les éléments de l'UPC poursuivent les tentatives de taxation illégales en établissant des barrières que les casques bleus s'attellent à démanteler

chaque fois qu'une information en ce sens est reçue. Les casques bleus marocains ont mené des opérations de sécurisation robustes et de présence entre Bangassou et Obo pour mieux évaluer la situation sécuritaire et contrer d'éventuelles actions des groupes armés. La Force poursuit ses patrouilles également dans plusieurs localités, en coordination avec certaines forces de sécurité intérieure pour protéger la population civile contre d'éventuelles menaces. Cette présence quasi quotidienne sur le terrain permet d'évaluer la situation sécuritaire dans les zones les plus reculées, de dissuader et prévenir au mieux les actions des groupes armés ou y mettre un terme lorsque découverts.

#### **CHEFFE DE POSTE UNPOL A OBO**

Comme tous les bureaux de terrain, Obo aussi a une équipe UNPOL composée de cinq (05) nationalités qui a pour mission de :

- Renforcer les capacités des Forces de sécurité intérieure (FSI),
- Restaurer l'autorité de l'Etat,
- Protéger les civils.
- 

Concernant le renforcement des capacités des FSI, UNPOL a établi un programme axé sur des formations, à travers des modules traitant plusieurs thèmes, entre autres, le respect des droits de l'homme, des droits humanitaires, des infractions aux droits international humanitaire, leurs rôles dans le cadre de la sécurisation des élections et autres missions et activités liées à leurs fonctions. Ainsi, parmi les soutiens, UNPOL

- Appuie les FSI, sur le plan logistique, également dans l'élaboration des procès-verbaux ;
- Assure les conditions de transfèrement des détenus à Bangui et facilite les procédures de voyage des FSI ainsi que leur déploiement ;
- Veille au respect des droits des personnes gardées à vue.

Dans le cadre de la restauration de l'autorité de l'Etat, à travers les projets à impact rapide, UNPOL a contribué à la réhabilitation et à l'équipement du Commissariat de Police et de la Brigade de Gendarmerie pour permettre à nos homologues de travailler dans de bonnes conditions.

Je tiens à noter que nous ne disposons pas de maison d'arrêt et de correction, ni de maison de justice, les fonds alloués par la MINUSCA ayant été détournés par les partenaires de mises en œuvre desdits projets et cette situation rend difficile nos activités et handicape tout le système judiciaire.

Dans notre mission de protection des civils, UNPOL et FSI effectuent régulièrement des patrouilles pédestres et motorisées pour nous rapprocher des populations et les rassurer. L'accent est beaucoup mis sur les sites des personnes déplacées et les camps des réfugiés. Nous en avons huit (08) au total dont six (06) sites des personnes déplacées et deux (02) camps des réfugiés Sud-

Soudanais et Congolais au sein desquels, nous effectuons en moyenne quatre (04) patrouilles par jour, sans oublier les quartiers d'Obo.

UNPOL mène des sensibilisations au profit de la population d'Obo et celles des autres villes du Haut-Mbomou, notamment sur le processus de paix, la cohésion sociale, le vivre ensemble, le dialogue, les violences basées sur le genre (VBG) et les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG), au cours desquelles, nous exhortons les victimes à dénoncer leur bourreau afin de combattre ensemble l'impunité.

UNPOL appuie les femmes vulnérables à travers les activités génératrices de revenus et fait le suivi desdites activités afin d'atteindre nos objectifs. En cette année 2021, UNPOL encadre trois coopératives composées essentiellement de femmes et les activités vont bon train grâce à notre appui.

En vue de renforcer le système de sécurité, dans le cadre de la protection des civils, nous avons installé dans chaque site et camp, des réseaux d'alertes précoce de sorte que lorsque nos populations se sentent en danger, nous soyons alertés en temps réel et prendre rapidement les mesures qui s'imposent.

Je vous remercie.

© SCPI 2021